

30 SEPTEMBRE 2015

AG/11695

Les dirigeants de toutes les régions du monde s'inquiètent des répercussions de la crise migratoire et ébauchent des solutions

Soixante-dixième session,
19e, 20e & 21e séances plénières, matin, après-midi & soir

- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

COUVERTURE DES RÉUNIONS

Le Président de l'État de Palestine, dont le drapeau est hissé à l'ONU pour la première fois, envisage de ne plus être lié par les Accords d'Oslo

La tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui poursuivait aujourd'hui le débat général de sa soixante-dixième session, a vu se succéder aujourd'hui 17 chefs d'État et 15 chefs de gouvernement, ainsi que le Président d'un État observateur non membre, l'État de Palestine, dont le drapeau a été hissé pour la première fois aujourd'hui à l'ONU.

M. Mahmoud Abbas s'est félicité de voir le drapeau de la Palestine flotter au Siège et dans les bureaux de l'ONU, en application de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 10 septembre 2015, exprimant l'espoir que « le jour approche où le drapeau de la Palestine se lèvera à Jérusalem–Est, capitale de l'État de Palestine.

Affirmant par ailleurs que « cela ne servait plus à rien de perdre du temps à négocier pour négocier », le Président palestinien a annoncé qu'il ne pouvait pas rester lié par les Accords d'Oslo si Israël refusait toujours de se conformer aux accords qu'il a signés, de cesser ses activités de peuplement et de libérer le quatrième groupe de prisonniers palestiniens. « La situation actuelle est intenable », a-t-il estimé, avant d'appeler les Nations Unies à fournir une protection internationale au peuple palestinien, conformément au droit international humanitaire. M. Abbas a également exprimé sa détermination à préserver l'unité de sa terre et de son peuple, en précisant qu'il n'accepterait pas « des solutions temporaires ou un État fragmenté ».

Le poids du conflit israélo-palestinien sur les relations internationales a cependant été moins évoqué au cours des débats de la journée que celui des autres crises en cours, notamment le conflit en Syrie. Les dirigeants mondiaux se sont notamment inquiétés de la crise migratoire qu'entraînent les conflits et le terrorisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, dont les causes profondes étaient d'ailleurs examinées aujourd'hui au Conseil de sécurité.

Le Premier Ministre de la Turquie, dont le pays est en première ligne avec le Liban pour accueillir les réfugiés syriens, a rappelé avoir offert une protection à plus de 2 millions de Syriens et 200 000 Iraquiens, ce qui en fait le pays avec le plus de réfugiés sur son sol. Il a appelé la communauté internationale à agir sans plus tarder pour confronter ce problème, notamment en créant une « zone de sécurité » qui serait épargnée par les frappes aériennes du régime syrien et par les attaques sur le terrain de Daech et d'autres groupes terroristes.

Pour sa part, le Président du Conseil des ministres du Liban, pays qui accueille un million et demi de réfugiés syriens, l'équivalent d'un tiers de sa propre population, a prévenu que les infrastructures publiques et les communautés d'accueil étaient étirées au maximum. Il a demandé aux donateurs internationaux de tenir les promesses faites dans le Plan de réponse, lancé en décembre dernier, en collaboration avec l'ONU.

Des solutions ont été ébauchées par plusieurs pays d'Europe, continent qui se retrouve maintenant en première ligne pour accueillir les réfugiés. Le Premier Ministre de la Suède a notamment proposé d'accroître massivement le nombre de sites de réinstallation et de développer les voies légales de migration fondées sur le droit d'asile. Pour sa part, le Premier Ministre de Malte a précisé cependant que « ceux qui ne peuvent pas prétendre à l'asile doivent rentrer chez eux ».

« Les Membres des Nations Unies doivent faire preuve à la fois de responsabilité et d'humanité », a affirmé le Président de la Serbie en évoquant la répercussion de l'influx de réfugiés sur les Balkans. La Présidente de la Croatie a quant à elle recommandé la recherche de solutions multilatérales dans la lutte contre le terrorisme, et de mesures diplomatiques préventives, en fixant « des lignes directrices claires et des politiques globales ».

S'agissant du phénomène de migration des citoyens libyens, conséquence de la crise institutionnelle et sécuritaire en Libye, le Chef d'État par intérim de ce pays a exprimé sa détermination à prévenir tout passage illégal de migrants et à sauver des vies en Méditerranée, tout en prévenant qu'il fallait aider son gouvernement à renforcer ses capacités de contrôle de son territoire.

Les dirigeants du Moyen-Orient, de la Méditerranée et de l'Europe n'ont pas été les seuls à exprimer leur inquiétude face au problème des migrants. Le Président du Panama, par exemple,

a réitéré son engagement à traiter dignement les centaines de migrants qui transitent chaque mois par son pays, tandis que le Premier Ministre du Bangladesh a annoncé l'organisation d'un forum mondial de la migration et du développement en 2016.

Parmi les autres sujets abordés, plusieurs dirigeants de petits États insulaires en développement ont exigé des efforts plus soutenus dans la lutte contre les changements climatiques, comme l'a formulé notamment le Président des Îles Marshall en évoquant « une menace qui nécessite une réponse collective ». Les regards étaient naturellement tournés vers Paris où se déroulera, en décembre, la Conférence des États Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Par ailleurs, certains chefs d'État ont saisi l'occasion de ce débat annuel pour exprimer leurs vues sur la nomination du prochain Secrétaire général de l'ONU, dont la sélection doit se faire en 2016. Le Président de la Bulgarie, après avoir souligné que ce poste n'était jamais revenu à un ressortissant d'Europe de l'Est ni à une femme, s'est déclaré disposé à présenter la candidature d'une personne hautement qualifiée.

Un vœu entendu par le Président du Costa Rica qui a invité les États Membres à présenter des femmes candidates. Se plaignant de l'« opacité » du processus d'élection, il a rappelé que son pays et l'Estonie dirigeaient les efforts de près d'une trentaine d'États visant à établir « un processus transparent, démocratique, équitable, inclusif et conforme à la Charte ».

Le débat général se poursuivra demain, jeudi 1er octobre, à partir de 9 heures.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION ([A/70/1](#))

Suite du débat général

M. ROSEN PLEVNELIEV, Président de la Bulgarie, est revenu sur le thème de la célébration des 70 ans des Nations Unies: « Une ONU forte pour un monde meilleur », et s'est demandé si « nous sommes vraiment plus forts en tant que communauté aujourd'hui, et si nous sommes réellement en train de forger un monde meilleur pour nos enfants ». Dans ce monde turbulent, marqué par des conflits de plus en plus fréquents, des États défailants, le terrorisme et les guerres, les responsables politiques doivent agir avec détermination pour régler, non pour faire exacerber les crises, a-t-il estimé.

Le Président bulgare a également abordé les conflits en Syrie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et la montée de l'extrémisme qui représente une véritable menace pour la communauté internationale puisqu'il ne connaît pas de frontières. S'agissant de la crise en Syrie en particulier, il a estimé que la crise des réfugiés risquait de durer aussi longtemps que le conflit s'y

poursuit. Le Président bulgare a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle redouble d'efforts pour y mettre un terme et à l'Europe en particulier pour développer un mécanisme de solidarité permettant la réinstallation des réfugiés dans tous ses États membres, en tenant compte des craintes d'infiltration d'éléments extrémistes et des risques de traite des êtres humains.

M. Plevneliev a par ailleurs averti des dangers des partis nationalistes qui entretiennent la xénophobie, les incitations à la haine, le populisme et le nationalisme agressif qui connaissent une nouvelle hausse. À son avis, il est temps d'agir de concert pour remédier aux causes profondes de ces conflits et non pas uniquement aux conséquences, a-t-il poursuivi, en mettant l'accent sur le lien qui existe entre sécurité, développement, droits de l'homme et état de droit qui sont des valeurs universelles se renforçant mutuellement.

Par ailleurs, la Bulgarie s'engage pleinement à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, a poursuivi M. Plevneliev, estimant qu'il s'agissait d'un programme de transformation qui reflète la complexité des problèmes actuels. Parmi ces défis figurent les changements climatiques. Les négociations sur cette question sont entrées dans une phase critique qui, selon lui, devrait déboucher sur l'adoption d'un protocole global et juridiquement contraignant à Paris.

En conclusion, le Président bulgare a souligné qu'à ce jour aucun Secrétaire général n'a été originaire d'un pays de l'Europe de l'Est ou une femme. Mon pays est prêt à nommer une candidate hautement qualifiée pour ce poste, a-t-il indiqué.

M. JUAN CARLOS VARELA RODRÍGUEZ, Président du Panama, a indiqué que la politique extérieure de son pays était fondée sur le dialogue et le consensus, la recherche permanente de la paix sociale et le bien commun. Il a félicité les États-Unis et Cuba pour leur rapprochement, de même que la Colombie et le Venezuela qui s'efforcent de normaliser leurs relations, et a salué le processus de paix en Colombie.

« Nous ne pouvons pas accepter au XXI^e siècle que des êtres humains soient brûlés vifs ou décapités en raison de leur foi », a poursuivi M. Rodríguez en condamnant le terrorisme. À son avis, le monde fait face à deux types de guerres: les conflits armés et « la guerre quotidienne contre la pauvreté, l'inégalité, le manque d'opportunités et le crime organisé ». À l'ère des télécommunications et des réseaux sociaux, le Panama reconnaît que l'échange d'informations entre gouvernements est clef. « Conscient de sa responsabilité en tant que pays de transit », le Panama œuvre à l'établissement d'un centre de sécurité régionale pour combattre la délinquance de façon coordonnée, a ajouté le Président.

M. Rodríguez a réitéré son engagement à traiter dignement les centaines de migrants qui transitent chaque mois par le Panama. « Nous devons continuer à trouver des solutions pour régler les problèmes qui poussent nos frères à quitter leurs pays », a-t-il indiqué. Dans un monde qui connaît tant de richesses, la pauvreté qui affecte des millions de personnes, en particulier les femmes, est injustifiable.

Le Président a appelé toutes les nations à conclure un accord définitif, universel et inclusif lors de la prochaine Conférence de Paris sur les changements climatiques. À ce sujet, la Coalition des nations avec des forêts tropicales, composée de 52 pays et présidée par le Panama, propose d'y inclure un compromis sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, allant de pair avec les mécanismes de financement pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.

Enfin, a affirmé M. Rodríguez, grâce à sa position géographique privilégiée, l'économie du Panama continue de croître et ses programmes sociaux et d'infrastructures publiques, dont l'élargissement du Canal, progressent.

M. MAITHRIPALA SIRISENA, Président de Sri Lanka, a indiqué que depuis le 8 janvier 2015, une nouvelle ère de démocratie, de justice, de liberté et d'égalité s'est ouverte dans son pays. Il a indiqué que l'approche du développement social était désormais fondée sur le pluralisme et le développement durable, qu'un nouveau président et un gouvernement regroupant les deux grands partis avaient été élus et que des amendements constitutionnels ont renforcé les fondations de la bonne gouvernance par la réforme des institutions qui raffermir le pluralisme et la démocratie. Notre nouvelle vision pour le pays inclut la réalisation des deux objectifs de développement durable et de réconciliation dont l'exigence fondamentale est de regarder le passé avec honnêteté et de construire une nation moderne, a dit le Président.

S'agissant du développement mondial, M. Sirisena a estimé qu'il est aussi important d'avoir un dialogue Sud-Sud que Nord-Sud. Le Sri Lanka peut contribuer considérablement au dialogue Sud-Sud, a affirmé le Président, car son pays se trouve parmi les plus anciennes démocraties dans la région d'Asie du Sud malgré le long conflit qui y a fait ravage. Nous avons réussi à maintenir un taux de croissance économique élevé et des politiques de protection sociales depuis l'indépendance, y compris la gratuité de l'enseignement et des soins de santé, a indiqué le Président, indiquant que le développement pourrait être la conséquence de l'autonomisation des femmes et des jeunes et de la sécurité pour les enfants.

Mme KOLINDA GRABAR-KITAROVIĆ, Présidente de la Croatie, a estimé qu'il fallait changer d'approche au sujet de la crise des migrants qui ont déferlé dans de nombreux États européens. Ce qui manque, ce sont des lignes directrices claires et des politiques globales, a-t-elle dit. « Nous avons besoin de solutions juridiques, sociales, économiques, humanitaires et

logistiques », a-t-elle ajouté. À son avis, aucun État ne peut faire face seul à cette crise qui est un problème multidimensionnel exigeant des solutions multilatérales en termes de défense contre le terrorisme, de diplomatie préventive et de développement.

Depuis la mi-septembre, a indiqué la Présidente, la Croatie a accueilli près de 80 000 réfugiés. C'est un problème qu'elle doit considérer à partir de ses perspectives nationales, tout en gardant à l'esprit les tendances politiques et historiques actuelles et futures. « Nous devons porter notre attention sur la gestion de cette crise sans oublier qu'il s'agit de sauver des vies humaines et d'assurer l'avenir de nombreux individus et de leurs familles », a continué la Présidente.

À son avis, la solution à cette crise devra revêtir plusieurs formes: défense contre le terrorisme qui, avec l'extrémisme, doit être combattu et défait, octroi d'aides financières et matérielles suffisantes aux camps de réfugiés en Turquie, en Jordanie, au Liban et ailleurs dans le monde, gestion efficace des frontières et élimination des réseaux de passeurs qui profitent des souffrances des migrants.

Concernant l'Ukraine, la Présidente a estimé que la mise en œuvre et la viabilité du processus de paix doivent être assurées. Le cessez-le-feu doit être respecté et toutes les parties doivent adhérer au plan de paix de Minsk, a-t-elle conclu.

M. LUIS GUILLERMO SOLÍS RIVERA, Président du Costa Rica, a réaffirmé le rôle central de l'Assemblée générale au sein de l'ONU et proposé d'élire le Secrétaire général « de manière plus démocratique ». Depuis 1946, a-t-il en effet regretté, le processus qui consiste à choisir la personne qui occupe le poste le plus important de la communauté internationale est « caractérisé par l'opacité ». Avec l'Estonie, le Costa Rica dirige les efforts de près d'une trentaine de pays visant à établir « un processus transparent, démocratique, équitable, inclusif et conforme à la Charte ». De même, il invite les États Membres à présenter des femmes candidates au poste de Secrétaire général.

Le Président a également reproché au Conseil de sécurité de ne pas mettre suffisamment l'accent sur la prévention des conflits et la protection des populations civiles. Les crises actuelles, a-t-il constaté, n'ont pas surgi du jour au lendemain; elles se sont développées au fil des ans. À son avis, certains États tentent de manipuler les buts et principes de la Charte pour empêcher l'ONU de relever les défis. Ainsi le concept de souveraineté ne peut-il plus « servir d'excuse » pour ne rien faire, a-t-il estimé. C'est pour cette raison que le Costa Rica appuie le plan d'action du Secrétaire général intitulé « Les droits avant tout », ainsi que la proposition de la France visant à limiter le recours au droit de veto en cas d'atrocités de masse.

M. Rivera s'est félicité ensuite de voir l'état de droit occuper une place clef dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a appelé tous les États à ratifier le Statut de Rome portant création de la Cour pénale internationale (CPI) et à appliquer le Traité sur le commerce des armes. Il a également encouragé les États à participer à l'Engagement humanitaire contre les armes nucléaires. Par ailleurs, le Président a jugé indispensable de renforcer le troisième pilier des Nations Unies que constituent les droits de l'homme, y compris le droit au développement, et qui ne reçoit que 3% du budget ordinaire. Il a souhaité une meilleure coordination des efforts de tous les mécanismes impliqués. Le Costa Rica a lancé l'Engagement de Genève sur les droits de l'homme et les changements climatiques, a précisé M. Rivera à cet effet.

Après avoir condamné le terrorisme sous toutes ses formes, le Président s'est dit particulièrement préoccupé par la violence sexuelle utilisée comme tactique de guerre, la restriction des droits des femmes et le recours aux drones armés hors des zones de conflit. Enfin, il a rappelé que l'Université pour la paix, basée dans son pays, fêtait son trente-cinquième anniversaire.

M. JOHN DRAMAMI MAHAMA, Président du Ghana, a affirmé que la paix n'était pas juste l'absence de guerres, mais la dignité dans la vie, l'égalité des opportunités et le respect de notre humanité et des droits qui s'y rattachent.

Il a indiqué que son pays était en train de revoir ses règles d'engagement en essayant de trouver un équilibre entre maintien de l'ordre et respect de la loi et des droits fondamentaux et la liberté d'expression. Il a par ailleurs affirmé que son gouvernement luttait également contre les inégalités de revenu par le biais du programme LEAP; et en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'éducation, objectifs qui correspondent aux OMD. Saluant l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Président ghanéen a noté que la survie de la planète dépendait de la façon de gérer la modernité. Cela exigeait une redéfinition de notre relation avec la nature et d'une prise de conscience de l'appartenance universelle à un écosystème plus large. « Il nous faut réaliser que nous dépendons de la nature et non pas l'inverse », a déclaré M. Mahama.

Le Président a par ailleurs indiqué que, compte tenu de la croissance économique que son pays a connue depuis une vingtaine d'années, son gouvernement s'est fixé comme priorités la discipline fiscale, une diversification de son économie, et une politique énergétique susceptible de répondre à la demande croissante par des sources renouvelables. À la veille de la Conférence de Paris sur les changements climatiques, le Président a appelé à limiter « notre tendance au consumérisme, au nom du respect de l'environnement, mais aussi dans l'exercice de la tolérance et des bonnes règles de vie en commun ».

M. FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBÉ, Président du Togo, a reconnu que son pays avait « beaucoup reçu de la grande famille des Nations Unies » et que le dernier exemple de cette coopération remontait à l'élection présidentielle du 25 avril dernier. Aujourd'hui, a-t-il assuré, « le peuple togolais entend s'appuyer pleinement sur ce succès pour continuer à affermir sa démocratie et à poursuivre sa marche vers le progrès ». Le Togo compte faire de l'inclusion économique et sociale le premier vecteur de la cohésion nationale.

Le Président, en sa qualité de Coordonnateur de la lutte contre la maladie à virus Ebola dans l'espace de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), n'a pas oublié le lourd tribut payé à l'épidémie. « Ebola a tué, détruit des communautés, fragilisé des économies avec des pertes de l'ordre de 2 milliards de dollars de PIB pour les trois pays affectés », a-t-il rappelé. « Aujourd'hui, Ebola est affaibli, mais pas totalement vaincu. » Il a donc exhorté tous les partenaires à rester actifs et engagés, y compris dans les pays jusqu'ici épargnés.

Par ailleurs, M. Gnassingbé a souhaité qu'à la suite de la Conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement, « la communauté des bailleurs de fonds ne ménage aucun effort pour accompagner, de façon plus constructive et moins restrictive, les pays africains dans leur volonté de diversification des sources de financement et dans leurs efforts visant à élargir leur espace budgétaire interne ».

Le Togo, dont l'économie est largement tributaire de l'arrière-pays ouest-africain, mesure à sa juste valeur l'importance de la sécurité dans la sous-région et en Afrique, a poursuivi le Président, affirmant que la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram et toutes les formes d'extrémisme et de racisme devait se poursuivre sans merci.

M. Gnassingbé a par ailleurs expliqué que son pays vivait déjà au quotidien les effets des changements climatiques, dont l'érosion côtière qui se traduit par une avancée de la mer de 12 à 15 mètres chaque année, menaçant ainsi les populations du littoral. Il a jugé crucial que les futurs financements internationaux destinés à lutter contre les changements climatiques, notamment ceux qui viendront alimenter le Fonds vert, ne viennent pas en déduction de l'aide publique au développement traditionnelle. Enfin, il a rappelé que les défis économiques, sécuritaires et environnementaux liés au milieu marin seraient examinés lors du sommet extraordinaire sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique que le Togo accueillera l'an prochain à Lomé, sous l'égide de l'Union africaine.

Le Sultan HASSANAL BOLKIAH MU'IZZADDIN WADDAULAH de Brunei Darussalam, a affirmé que malgré les critiques qui lui sont adressées, l'ONU a connu des succès réels, comme la lutte contre les épidémies et pandémies comme Ebola ou la variole, ou ses opérations de maintien de la paix et à caractère humanitaire.

« Avec 193 États Membres, les attentes sont inévitablement très élevées par rapport à ce que l'Organisation peut faire pour répondre aux différentes situations qui affectent le quotidien des peuples que nous représentons », a poursuivi le Sultan qui s'est félicité de l'adoption du Programme de développement durable, « un Programme qui répond à la plupart de nos préoccupations ». Son caractère inclusif témoigne, à son avis, de la confiance renouvelée des États Membres dans les Nations Unies. Le Sultan a préconisé en outre l'intensification des échanges culturels comme moyen d'une meilleure compréhension mutuelle et plus de compassion pour vivre ensemble comme une « famille de nations ». Pour ce qui est de la prévention des conflits, il a affirmé que la diplomatie préventive restait l'un des moyens les plus efficaces et les moins coûteux, saluant à ce sujet, le travail de bons offices du Secrétaire général, de ses Envoyés spéciaux et des missions politiques. En outre, l'ONU devrait pouvoir s'appuyer sur les organisations régionales, qui maîtrisent leurs environnements respectifs, pour atténuer les tensions, a-t-il poursuivi. À titre d'exemple, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) œuvrait depuis longtemps à créer un climat de confiance dans la zone, comme l'atteste l'adoption de son plan de travail pour la diplomatie préventive, il y a deux ans.

Le Sultan a par ailleurs fermement condamné le terrorisme, l'extrémisme et le radicalisme et réaffirmé le soutien de son pays aux efforts internationaux de lutte contre toute forme de terrorisme. Le succès de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme passe également par une approche globale qui s'attaque aux causes profondes de ces phénomènes, a conclu le Sultan, évoquant par ailleurs la nécessité de régler définitivement le conflit palestinien-israélien.

M. MAHMOUD ABBAS, Président de la Palestine, a exprimé son inquiétude au sujet des incursions de groupes extrémistes israéliens à proximité de la mosquée Al-Aqsa et a demandé au Gouvernement israélien de cesser son recours à la force brutale visant à compromettre les lieux saints musulmans et chrétiens à Jérusalem. La question de Palestine ayant été l'une des premières questions soumises à l'ONU après sa création, M. Abbas est revenu ensuite sur « l'injustice historique » infligée au peuple palestinien.

« Nous demandons la légitimité, la justice et la paix », a plaidé le dirigeant palestinien. La Palestine mérite d'être pleinement reconnue et de devenir membre à part entière des Nations Unies, a-t-il insisté. Il a jugé le maintien du statu quo « complètement » inacceptable, alors qu'Israël étend ses colonies de peuplement en Cisjordanie, notamment dans Jérusalem-Est occupée, et poursuit son embargo contre la bande de Gaza. « Les votes de pays démocratiques contre les résolutions sur la Palestine et les droits légitimes de son peuple servent-ils la paix et ceux qui croient à la solution à deux États? », s'est-il interrogé. « Ou encouragent-ils les extrémistes, en augmentant la haine et le racisme? ».

M. Abbas a affirmé ne pas avoir le temps de passer en revue toutes les violations israéliennes commises contre le peuple palestinien. « Nous ne répondons pas à la haine et à la brutalité de

l'occupation israélienne de la même façon », a-t-il souligné. La Palestine, a-t-il assuré, s'efforce de promouvoir une culture de paix et de coexistence. En dépit de tous les obstacles imposés par l'occupation, et depuis la création de l'Autorité nationale palestinienne, la Palestine s'efforce de consolider les fondations de son État, son infrastructure et ses institutions nationales souveraines.

« Nous sommes déterminés à préserver l'unité de notre terre et de notre peuple », a poursuivi le Président palestinien en précisant qu'il n'accepterait pas « des solutions temporaires ou un État fragmenté ». Il a indiqué qu'il cherchait à former un gouvernement d'unité nationale et à organiser des élections présidentielles et législatives. M. Abbas s'est félicité de voir le drapeau de la Palestine flotter au Siège de l'ONU. « Le jour approche où le drapeau de la Palestine se lèvera à Jérusalem–Est, capitale de l'État de Palestine », a-t-il ajouté, appelant les États ne l'ayant pas encore fait à reconnaître l'État de Palestine.

« Cela ne sert plus à rien de perdre du temps à négocier pour négocier », a estimé M. Abbas. Il faut mobiliser les efforts internationaux pour qu'il soit mis un terme à l'occupation. Par conséquent, il a appelé les Nations Unies à fournir une protection internationale au peuple palestinien, conformément au droit humanitaire international.

« Tant qu'Israël refusera de se conformer aux accords qu'il a signés avec nous et tant qu'Israël refusera de cesser ses activités de peuplement et de libérer le quatrième groupe de prisonniers palestiniens, nous ne pourrons pas rester les seuls engagés dans l'application de ces accords, alors qu'Israël continue de les violer », a averti M. Abbas. Ainsi, a-t-il déclaré, la Palestine ne resterait pas liée par ces accords et Israël devra assumer toutes ses responsabilités en tant que puissance occupante. « La situation actuelle est intenable », s'est-il justifié, précisant qu'il commencerait à mettre en œuvre cette décision « par tous les moyens pacifiques et légaux ». « Soit l'Autorité nationale palestinienne conduit le peuple palestinien de l'occupation à l'indépendance, soit Israël assume ses responsabilités en tant que puissance occupante », a-t-il conclu.

M. AHMET DAVUTOĞLU, Premier Ministre de la Turquie, a affirmé que son pays avait assumé sa juste part du fardeau en offrant protection à plus de 2 millions de Syriens et 200 000 Iraquiens, ce qui en fait le pays avec le plus de réfugiés sur son sol. « Nos portes resteront ouvertes », a-t-il assuré, avant d'avancer le chiffre de huit milliards de dollars investis à ce jour pour faire face à cette crise humanitaire, dont seulement 417 millions sont des contributions internationales. La Turquie a par ailleurs permis la scolarisation de 230 000 enfants; en outre ses organismes chargés de l'application de la loi ont intercepté 235 000 migrants illégaux depuis 2011 et inscrit 20 000 personnes sur ses listes de combattants terroristes étrangers, dont 2 000 ont été déportés, a précisé le Ministre. Estimant qu'à ce jour plus de 4 millions de Syriens ont cherché à échapper aux bombardements du régime d'Assad

ainsi qu'aux attaques de l'organisation terroriste Daech sur le terrain, et qu'il y a plus de 12 millions de personnes déplacées en Syrie, dont la moitié des enfants, le Ministre a affirmé que cette tragédie ne finira pas tant qu'il n'y aura pas un Gouvernement syrien légitime représentant la volonté de la population et bénéficiant de son soutien.

Fort de cette expérience récente, a indiqué le Ministre, la Turquie a été à l'origine de la proposition d'inclure un point relatif à la « prise de compte internationale des tragédies des migrants dans le bassin méditerranéen, avec une attention particulière pour les demandeurs d'asile syriens », dans l'Agenda de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, proposition qui a été retenue le 18 septembre et qui est devenue une priorité pour l'humanité.

M. Davutoğlu a également affirmé que la crise syrienne avait débordé sur la Turquie, qui combat à son tour les terroristes de Daech et du PKK. À son avis, la question épineuse des combattants terroristes étrangers, dont le nombre est estimé à plus de 25 000 personnes par l'ONU, doit être « réglée à la source » mais pose toujours problème. En tant que Président du G20, la Turquie a mis l'accent sur la coopération, la coordination et la solidarité internationales pour faire face à ces menaces et défis, a-t-il poursuivi. Par ailleurs, a-t-il dit, face à la crise de financement du système humanitaire international, la Turquie s'apprête à accueillir le Sommet mondial humanitaire en mai 2016 pour y trouver des solutions. En conclusion, le Premier Ministre a lancé un appel pour finaliser la réforme de l'ONU sans plus tarder et parvenir à un Conseil de sécurité plus démocratique, représentatif, transparent, efficace et responsable.

Mme SHEIKH HASINA, Premier Ministre du Bangladesh, a affirmé que 2015 était une année importante pour le développement durable. Le sommet du financement du développement à Addis-Abeba et le Sommet du développement durable de New York ont donné un nouvel espoir aux populations du monde. Avec notre volonté de parvenir à un accord sur les changements climatiques à Paris, nous espérons en finir avec la pauvreté, limiter les changements climatiques et préserver notre planète, a-t-elle indiqué.

Toutefois, a-t-elle poursuivi, deux défis mondiaux posent aujourd'hui une grande menace à la civilisation humaine. Le premier est le terrorisme et l'extrémisme violent qui constituent des obstacles majeurs à la paix et au développement. Les terroristes n'ont pas de religion, a-t-elle dit, estimant que tous les pays devraient s'unir pour affronter efficacement ce fléau. Le second défi est les changements climatiques. « Le nouveau Programme de développement définit clairement que toutes nos actions doivent être appuyées par notre ferme engagement à protéger et à préserver notre planète, notre biodiversité et notre climat », a-t-elle dit.

Mme Hasina a par ailleurs estimé que la coopération régionale était importante pour le développement durable et l'établissement de sociétés pacifiques et stables. À cette fin, le Bangladesh a décidé d'organiser un forum mondial de la migration et du développement en

2016, a annoncé Mme Hasina, invitant par ailleurs les pays développés à honorer leurs engagements de consacrer 0,7% de leur PIB à l'aide publique au développement pour les pays en développement et 0,2% du PIB aux pays les moins avancés.

M. STEFAN LÖFVEN, Premier Ministre de la Suède, a déclaré que « nous n'oublierons jamais la vie de Dag Hammarskjöld, ancien Secrétaire général de l'ONU, et nous nous félicitons de la nouvelle résolution qui examinera sa disparition; mais aujourd'hui, plus que jamais, nous devons garantir que son idée de solidarité internationale perdure ».

Il a ajouté que, concernant la situation actuelle des réfugiés, le système onusien et les dirigeants du monde entier devaient faire front commun pour que les personnes fuyant la guerre et la répression soient traitées dans la sécurité, l'ordre et la dignité.

Le Premier Ministre a proposé d'accroître massivement le nombre de sites de réinstallation, développer les voies légales de migration et fonder le processus d'accueil sur le principe de non-refoulement et le droit de demander l'asile. Il y a urgence pour que l'ensemble des pays de l'Union européenne traitent les personnes cherchant refuge dans l'Union dans un esprit d'humanité, de solidarité et de responsabilité partagée, a-t-il indiqué.

M. Löfven a par ailleurs estimé que le règlement de la crise des migrants impliquait également la fin des atrocités en Syrie, indiquant que son pays contribuait aux efforts déployés pour fournir une aide humanitaire au peuple syrien et accueillait favorablement la proposition de l'Envoyé spécial pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, de créer un groupe de travail avec une participation syrienne afin de mettre en œuvre le communiqué de Genève. Afin de soutenir ce processus, nous souhaitons la création d'un groupe de contact international comprenant des acteurs clés principaux et nationaux, a-t-il précisé.

Le Premier Ministre suédois a aussi affirmé que les pourparlers de paix au Moyen-Orient devaient se poursuivre pour que l'État d'Israël puisse vivre aux côtés d'un État palestinien démocratique, cohérent et viable. En conclusion, il a estimé qu'agir pour le maintien de la paix impliquait aussi le respect des engagements mutuels sur le désarmement et la recherche de solutions légales, pratiques et techniques afin de débarrasser le monde des 16 000 armes nucléaires restantes, détruire les armes biologiques et chimiques et combattre la prolifération des armes de petit calibre et armes légères, y compris les munitions.

M. MUHAMMAD NAWAZ SHARIF, Premier Ministre du Pakistan, s'est réjoui de la levée du drapeau palestinien au Siège des Nations Unies mais a déploré que la solution à deux États, dans le conflit entre Israël et la Palestine, paraisse aujourd'hui aussi lointaine que jamais en raison de l'intransigeance de la Puissance occupante. Affirmant que les musulmans souffraient partout dans le monde, il a cité l'exemple des Palestiniens et des Kashmiris opprimés par

l'occupation étrangère et des populations musulmanes fuyant la persécution ou la guerre. La communauté internationale doit corriger ces injustices contre le peuple musulman, a-t-il dit.

Il a par ailleurs salué l'amélioration des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan depuis l'avènement du gouvernement d'union nationale à Kaboul, affirmant que son pays avait fait des efforts ardues pour faciliter le processus de réconciliation afghan, notamment le dialogue entre le Gouvernement afghan et les Taliban. Et même si des incidents ont arrêté le processus, le Pakistan persistera à aider à la reprise du dialogue et à promouvoir la paix et la stabilité en Afghanistan, a-t-il précisé.

Le Premier Ministre a également proposé une nouvelle initiative de paix en quatre points avec l'Inde, qui consisterait, premièrement, à rendre officiel et respecter le cessez-le-feu de 2003 sur la ligne de contrôle au Cachemire, M. Sharif appelant à ce sujet à l'accroissement du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan pour surveiller le respect du cessez-le-feu; deuxièmement, a-t-il poursuivi, le Pakistan et l'Inde réaffirmeraient leur volonté de ne pas recourir à la menace ou à l'usage de la force en toutes circonstances; troisièmement, des étapes seraient fixées pour la démilitarisation du Cachemire; et, quatrièmement, un accord serait conclu sur un retrait sans condition du glacier de Siachen, a proposé le Premier Ministre pakistanais.

Mme ERNA SOLBERG, Premier Ministre de la Norvège, a affirmé que les quatre graves crises humanitaires dans le monde actuellement sont en fait des crises politiques. Des politiciens avides de pouvoir, des groupes armés et des chefs militaires ont ignoré la situation critique de leurs peuples en Iraq, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen. Quand les autorités étatiques ignorent l'état de droit ou ne respectent pas leurs obligations en matière de droits de l'homme, le résultat est souvent le chaos et le conflit, a-t-elle indiqué. En 2015, a-t-elle rappelé, les Nations Unies ont procédé à trois importants examens des opérations de paix, de l'architecture de consolidation de la paix et de la résolution 1325 du Conseil de sécurité. Ces examens seront d'importants outils pour améliorer notre travail sur la paix, la sécurité, les droits de l'homme, la médiation et la prévention de conflit, a-t-elle dit. En outre, elle a exhorté tous les États Membres à se joindre à la proposition de code de conduite permettant au Conseil d'agir de manière décisive contre les atrocités de masse et a apporté son appui à l'initiative française de suspendre le recours au droit de veto dans ces situations.

Concernant le conflit en Syrie, l'expansion des groupes extrémistes doit être arrêtée, a poursuivi le Premier Ministre, indiquant que la Norvège adhèrera aux normes internationales en réponse à la crise des migrants. « Nous sommes d'accord pour recevoir un nombre élevé de réfugiés qui viennent des pays voisins de Syrie », a précisé Mme Solberg, annonçant l'organisation dans son pays d'une conférence des donateurs en coopération avec l'Allemagne et les Nations Unies.

Elle a estimé également que le développement durable ne serait pas possible sans le respect des droits de l'homme, se prononçant pour que l'ONU dispose d'un pilier fort et affirmé sur les droits de l'homme. Par ailleurs, les Nations Unies ne doivent pas être vues comme un fardeau coûteux mais comme une organisation proposant des solutions mutuellement avantageuses aux États Membres. Elle a cité en exemple la Convention sur le droit de la mer et le Sommet sur les changements climatiques de Paris, qui sera à son avis une occasion pour assumer nos responsabilités et à entreprendre des actions.

M. JOSIA VOREQE BAINIMARAMA, Premier Ministre des Fidji, s'est réjoui que l'établissement d'une société plus juste dans son pays permettait aussi de renforcer l'économie nationale, avec une croissance de plus de 4% depuis plusieurs années et même plus de 5% en 2014. Les Fidjiens croient en eux-mêmes, en leur démocratie et à l'avenir de leur pays, et ceux qui critiquaient leur pays par le passé croient en lui aujourd'hui, a-t-il indiqué.

Pourtant, a-t-il poursuivi, cet avenir est aujourd'hui menacé par les changements climatiques, alors que Fidji fait « d'énormes efforts » et que sa part d'émissions polluantes est négligeable, a-t-il affirmé, en appelant les pays développés et ceux en développement à « faire davantage » car il est impossible aux pays les moins avancés (PMA) d'accéder à un niveau de vie élevé avec une dégradation des terres et des mers ou de bâtir leur économie comme l'ont fait les grands pays développés il y a des années.

« Le temps des excuses est passé, celui de l'action est venu », a plaidé le Premier Ministre. À cette fin, les États insulaires en développement ont adopté une déclaration demandant que l'accord de Paris permette de limiter la hausse des températures à 1,5 degré par rapport aux niveaux préindustriels, que cet accord soit juridiquement contraignant pour toutes les parties et impose des mesures d'adaptation entièrement financées.

« Nous devons pouvoir convaincre nos populations de faire les sacrifices nécessaires », a-t-il justifié, expliquant que Fidji a déjà prévu de déplacer 45 villages vers des sites plus élevés afin d'éviter qu'ils « ne soient avalés à jamais par l'océan ».

« Le climat est en train de changer sous nos yeux, le temps est venu de mettre fin à l'indifférence », a lancé le Premier Ministre.

Il a par ailleurs rappelé que de nombreux Fidjiens servent dans les missions des Nations Unies, comme au Soudan, en Iraq ou dans le Sinaï, et en sont « fiers ». Fidji, a-t-il souligné, est membre de l'ONU depuis son indépendance en 1970 et a participé à toutes les assemblées générales. Aussi, selon lui, « le moment est venu pour un État insulaire du Pacifique de présider enfin cette Assemblée », a conclu le Premier Ministre, invitant les autres pays insulaires à soutenir la candidature de son représentant.

M. JOSEPH MUSCAT, Premier Ministre de Malte, s'est dit très préoccupé par le sort des migrants en Méditerranée, d'autant plus que Malte est située à la croisée du Moyen-Orient, de l'Europe et de l'Afrique. « Nous sommes le seul pays d'Europe, et probablement le seul pays du monde, à consacrer 100% de ses ressources militaires au secours des gens en mer », a-t-il fait remarquer. Il a rappelé que des milliers de migrants perdaient la vie pendant des traversées périlleuses. Cette année, tous les records ont été battus. Il ne s'agit pas d'un problème méditerranéen ou européen, a poursuivi M. Muscat. Il s'agit d'un phénomène mondial, qui nécessite des réponses mondiales.

Le Premier Ministre a annoncé qu'en novembre prochain Malte accueillerait un sommet à La Valette avec les dirigeants de l'Union européenne et de nations africaines pour aborder la situation des migrants dans un esprit de partenariat et de coopération. « La priorité reste de sauver des vies. » Mais il faut aussi une réponse plus engagée pour combattre les trafiquants, des individus qui exploitent le désespoir de personnes innocentes et s'enrichissent au profit d'activités criminelles, dont le terrorisme. M. Muscat a appelé les pays d'origine, de transit et de destination à mieux partager leurs informations et à renforcer la répression du trafic des migrants.

« Nous devons continuer à faire de notre mieux pour accueillir ceux qui fuient la guerre et sont demandeurs d'asile », a poursuivi le Premier Ministre. Mais, a-t-il insisté, il ne s'agit pas d'accueillir tout le monde. Ceux qui ne peuvent pas prétendre à l'asile doivent rentrer chez eux. Les pays d'origine sûrs qui n'aident pas au retour devraient être sanctionnés, tandis que ceux qui coopèrent devraient être récompensés avec une aide supplémentaire et l'accès aux marchés, a-t-il préconisé.

« La seule solution véritable à long terme est d'aborder les causes profondes de la migration », a toutefois reconnu M. Muscat, en saluant 2015 comme une année clef pour le développement durable et l'élimination de la pauvreté. À son avis, il serait illusoire de croire que la résolution du conflit en Syrie réglerait le phénomène de la migration. Il a évoqué la Somalie, l'Érythrée et la liste de conflits oubliés qui génèrent des déplacements humains massifs, et s'est inquiété des effets futurs des changements climatiques. C'est la raison pour laquelle il faut des outils et des institutions pour s'attaquer au problème de façon permanente, pour anticiper et gérer les flux d'un point de vue humanitaire, économique, social et environnemental. Préoccupé par la situation et les activités criminelles en Libye, le Premier Ministre a également appuyé les efforts des Nations Unies afin de lancer un dialogue national pour la réconciliation et la formation d'un gouvernement national d'unité dans ce pays.

« Préserver les générations futures du fléau de la guerre », a rappelé M. CHARLES MICHEL, Premier Ministre de la Belgique, voilà quel était l'objectif des fondateurs de l'ONU il y a 70 ans. « J'ai 40 ans » et les conflits, les défis sont de plus en plus complexes et

interdépendants, a-t-il constaté, affirmant que, compte tenu de son âge, il n'éprouvait « ni nostalgie ni culpabilité » pour la colonisation qu'il n'avait pas connue et qu'il entendait « porter un regard lucide et optimiste » sur le continent africain, dans le cadre d'une relation « franche et sincère, d'égale à égale ».

Estimant que la première condition du développement était le respect du droit et la garantie des libertés, le Premier Ministre belge a affirmé qu'il n'y aurait pas de démocratie sans légitimité « ni respect du pacte constitutionnel qui unit les dirigeants à leur peuple ». Il a salué le Nigéria et le Sénégal qui « ont montré la voie de la sagesse » mais condamné les tentatives de coup d'État « comme au Burkina Faso » et appelé tous les chefs d'État à respecter les cycles électoraux définis par la constitution.

Au Burundi, « l'entêtement à se maintenir au pouvoir » a gravement menacé les équilibres et le pays est aujourd'hui « menacé de division ». En République démocratique du Congo (RDC), « grand pays au cœur de l'Afrique », aux ressources abondantes et aux conflits tragiques, le « respect de l'état de droit est le seul chemin pour la stabilité » et, a-t-il ajouté, « chacun attend que les responsables démontrent leur intérêt supérieur pour leur pays et leur peuple ».

Au plan économique, à côté de l'aide publique, l'initiative privée doit être encouragée, ainsi que la lutte contre la corruption pour favoriser les investissements a-t-il estimé.

Face au terrorisme « qui veut détruire les valeurs universelles », tous les moyens doivent être mobilisés, a jugé le Premier Ministre belge, mais « l'honneur des démocrates est de combattre les fanatiques dans le respect des droits », en appelant à « valider au plus vite une convention internationale contre le terrorisme, aujourd'hui au point mort ».

En Syrie, a-t-il poursuivi, la Belgique refuse de faire un choix entre « la barbarie fanatique de l'État islamique et la tyrannie et les massacres de Bachar al-Assad ». À son avis, l'éradication du Daech doit aller de pair avec une transition politique à Damas: « La Syrie a besoin d'un gouvernement légitime, seul chemin possible vers la paix », a-t-il dit.

Par ailleurs, alors que le drapeau palestinien a été hissé aujourd'hui pour la première fois au Siège des Nations Unies, le Ministre a salué le symbole. « Toutefois celui-ci n'est pas suffisant », a-t-il jugé, l'objectif devant être la reconnaissance d'un État souverain et indépendant dans le plein respect de l'existence d'Israël. Aussi, pour lui, l'Europe doit se mobiliser davantage avec ses partenaires, et la Belgique, à cet égard, « soutient l'idée de la France » d'un groupe de contact entre pays de bonne volonté.

M. TAMMAM SALAM, Président du Conseil des ministres du Liban, tout en saluant les efforts des pays européens pour accueillir de nombreux réfugiés syriens, a prévenu que la meilleure

solution à ce problème était de traiter les sources de cette tragédie humaine. Il a lancé un nouvel appel à la communauté internationale, en particulier à toutes les grandes puissances, à faire cesser les combats sur le sol syrien en trouvant une solution politique qui préserve l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays, tout en comblant les besoins d'un peuple qui aspire à vivre dans la liberté et la dignité.

Le Président a souligné le poids énorme que pèsent sur le Liban les réfugiés syriens, au nombre d'un million et demi, ce qui représente un tiers de sa propre population. Les capacités des infrastructures publiques et des communautés d'accueil sont étirées au maximum, a-t-il dit, en constatant que, dans un même temps, les donateurs internationaux invoquaient une « soi-disant fatigue » pour diminuer le niveau de leur aide. Il leur a cependant demandé de respecter leurs obligations internationales en tenant les promesses faites dans le plan de réponse lancé en décembre dernier en collaboration avec l'ONU et a souligné le principe de responsabilité partagée et de partage du fardeau entre les pays.

Le problème des personnes déplacées est seulement l'une des répercussions que subit le Liban du fait de la crise syrienne, a indiqué le Président, en évoquant la détention par des groupes terroristes d'un groupe de militaires libanais depuis plus d'un an.

M. Salam a fait remarquer que son pays, « oasis de la coexistence entre les membres de différentes religions et sectes », était fier de sa diversité, au moment précis où les événements au Moyen-Orient menacent cette diversité sociale, culturelle et religieuse. Il a donc jugé important de préserver l'entité libanaise pour protéger ce qui reste de pluralisme au Moyen-Orient.

En ce qui concerne l'accord récemment conclu avec l'Iran sur son programme nucléaire, M. Salam a espéré qu'il ouvrirait un nouveau chapitre dans les relations internationales qui se refléterait positivement sur la situation du Liban. Il a plaidé en faveur de relations normalisées entre les pays de la région, sans ingérence dans leurs affaires intérieures ou de manipulation. Enfin, le Président du Conseil des ministres libanais a remercié la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et appelé la communauté internationale à obliger Israël à cesser ses violations de la souveraineté du Liban. Il a aussi dénoncé l'occupation des terres palestiniennes et le blocus imposé à la bande de Gaza.

M. RAIMONDS VĒJONIS, Président de la Lettonie, a jugé indispensable d'aller de l'avant dans la réforme du Conseil de sécurité en appelant à restreindre le recours au veto dans des situations impliquant des crimes de masse. Il a suggéré la rédaction d'un code de conduite pour les États membres du Conseil de sécurité. Il a regretté que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de mettre fin à l'agression de l'Ukraine et de trouver les responsables de la destruction du vol *MH017* abattu au-dessus de l'Ukraine. Le Président de la Lettonie a aussi

exhorté la Russie à cesser de soutenir les séparatistes dans l'est de l'Ukraine et à mettre en œuvre l'Accord de Minsk. « L'annexion illégale de la Crimée ne sera jamais reconnue », a dit le Président letton avant de s'inquiéter de la stigmatisation dont sont victimes les Tatars de Crimée et les populations d'origine ukrainienne.

Pour ce qui est du conflit syrien « qui déstabilise toute la région », il a estimé que la communauté internationale ne devait pas tourner le dos au peuple syrien et exiger un règlement politique. Il a souhaité que les situations de conflit en Transnistrie, au Nagorny Karabakh, en Ossétie du Nord et Abkhazie restent à l'ordre du jour du Conseil de sécurité et s'est félicité de l'examen effectué par l'ONU sur ses capacités de consolidation de la paix. M. Vējonis a jugé que l'Union européenne était un partenaire essentiel à l'ONU en Centrafrique et au Mali et a annoncé l'intention de son pays de participer prochainement à sa première opération de maintien de la paix. Il a par ailleurs demandé des initiatives en matière d'adaptation aux changements climatiques, dans l'espoir que la Conférence de Paris en décembre se traduirait par l'adoption d'un accord juridiquement contraignant.

Dans le contexte de la nomination en 2016 du prochain Secrétaire général de l'ONU, le Président letton a souligné que le Groupe des pays de l'Est est le seul à n'avoir jamais accédé au poste de Secrétaire général des Nations Unies.

M. TOMISLAV NIKOLIĆ, Président de la Serbie, a fait valoir que son pays était le seul, en Europe, dont une partie du territoire avait été saisie et la population expulsée et qu'il faisait aujourd'hui l'objet de tentatives de détournement de son patrimoine culturel de la part de son voisin albanais.

Outre les nombreux monuments historiques et religieux détruits avant 1999, la Serbie risque de se voir aujourd'hui privée d'une partie de son héritage, revendiquée devant l'UNESCO par l'Albanie, a-t-il dénoncé. « Si cette requête devait aboutir, un dangereux précédent serait créé qui ouvrirait la voie à la légalisation de la violence au mépris de l'identité nationale, culturelle et religieuse des peuples », a-t-il prévenu, appelant « tous les présidents » à ne pas permettre que les Serbes soient privés de leur âme.

Par ailleurs, a poursuivi le Chef de l'État serbe, les vagues de migrations massives en provenance du Moyen-Orient constituent à ses yeux le principal défi de l'époque, conséquence de la crise qui secoue la Syrie depuis quatre ans et à laquelle aucune « réponse adéquate » n'a été apportée.

En dépit de ses difficultés économiques, a-t-il souligné, la Serbie fait son possible pour accueillir décemment ces réfugiés. Mais si la communauté internationale, en premier lieu l'Union

européenne, « ne fait pas de réels efforts pour résoudre le problème, une catastrophe humanitaire de bien plus grande ampleur menacera le sud-est de l'Europe », a-t-il prévenu.

« Nos frontières sont ouvertes pour les accueillir et les laisser partir », a poursuivi le Premier Ministre. Mais il est pressant de mettre au point un plan global, a-t-il prévenu. « Les États Membres des Nations Unies doivent faire preuve de responsabilité et d'humanité, car cette situation aura des répercussions mondiales », a-t-il conclu.

M. ISMAËL OMAR GUELLEH, Président de Djibouti, a souligné les efforts de son pays en matière de lutte contre les changements climatiques. « En dépit d'une contribution marginale à l'émission de gaz à effet de serre, nous avons récemment accueilli une conférence en partenariat avec l'Institut pour le climat et l'énergie de la prestigieuse Université de Yale qui a développé un modèle climatique très pertinent présentant tous les scénarios sur les impacts des changements climatiques sur notre région. » Il a proposé de créer à Djibouti un observatoire régional de l'environnement en s'engageant à conduire une politique d'exploitation des énergies renouvelables avec comme objectif de bannir les énergies fossiles d'ici à 2020. « Nous avons réalisé avec l'Éthiopie un projet d'hydroélectricité et commencé à exploiter un formidable potentiel de géothermie, d'énergie solaire et marémotrice », a précisé le Président djiboutien.

Il a souligné par ailleurs que l'Afrique de l'Est a été l'une des premières régions victimes d'attaques terroristes, notamment de la part du groupe Al-Chabab, affirmant que cette expérience douloureuse avait permis à Djibouti de développer une connaissance qui mérite d'être partagée sur le fonctionnement, les pratiques et stratégies des groupes terroristes. Le Président a également réaffirmé la solidarité de son pays avec le Yémen, se disant prêt à accueillir des réfugiés yéménites et exhorté les Nations Unies à redoubler d'efforts pour faciliter la relance d'un dialogue et la reprise d'un processus de transition politique pacifique au Yémen. Il a également jugé déterminante la mise sur pied d'une armée somalienne bien équipée et bien formée, capable de répondre aux menaces qui pèsent sur l'unité et l'intégrité territoriale de ce pays.

Pour M. CHOUMMALY SAYASONE, Président de la République démocratique populaire lao, l'heure est venue de renforcer la volonté politique, l'assistance mutuelle et la coopération, sous la bannière de l'ONU pour pouvoir faire face collectivement aux défis actuels comme le terrorisme, la faim et la pauvreté, les maladies infectieuses, les conflits armés et les changements climatiques. À cette fin, il jugerait opportun que les Nations Unies revoient leurs méthodes de travail et que son soixante-dixième anniversaire devienne l'occasion de mener à bien la réforme globale de l'Organisation. Saluant l'adoption du nouveau programme de développement durable, qui est « le fruit d'un processus de négociation intergouvernemental inclusif », il a mis en avant les effets dévastateurs des changements climatiques, surtout pour les

pays les moins développés auxquels « la communauté internationale doit venir en aide pour leur permettre de créer les infrastructures à long terme capables de résister à de tels défis ». Il a dit espérer que la Conférence de Paris serait l'occasion d'adopter une série de mesures en ce sens.

La région d'Asie du Sud-Est, qui est en phase d'intégration économique dans le cadre de l'ASEAN, a connu la paix et une croissance économique continue, s'est-il félicité. En 2016, le Lao présidera l'ASEAN, et il espère que la communauté internationale, et en particulier les partenaires de dialogue de l'ASEAN, continueront à soutenir les mécanismes sous son leadership, a-t-il précisé.

En cette année de quarantième anniversaire de l'indépendance du Lao, le Président Sayasone en a appelé à ses partenaires de développement à apporter leur aide pour que son pays puisse réaliser les objectifs de développement durable. Il a indiqué que les vestiges de la guerre d'Indochine pesaient toujours sur le développement de son pays, en particulier sur la production agricole et le développement des infrastructures en raison des mines et engins non explosés (ENEX) ainsi que sur les programmes d'investissement dans les régions concernées. Les programmes de déminage nécessitent du temps et des ressources considérables, a précisé en outre M. Sayasone, dont le gouvernement contribue activement à promouvoir la Convention des Nations Unies sur les armes à sous-munitions ainsi que son universalisation.

M. BARON DIVAVESI WAQA, Président de Nauru, a proposé de renforcer la légitimité de l'ONU en se fondant sur trois principes: universalité, adaptabilité et responsabilité. Saluant l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il a apprécié le fait que d'autres indicateurs que le PIB ou le revenu par habitant soient pris en compte pour mesurer le progrès humain. Pour Nauru, a-t-il expliqué, « l'océan est la source de pratiquement toutes les possibilités de développement ». Il a dénoncé les navires qui pratiquent la pêche illégale, non déclarée et non réglementée dans les eaux territoriales des petit États insulaires en développement.

Le Président a estimé qu'il fallait « repenser la façon dont nous coopérons au niveau international ». L'aide doit être prévisible et durable, a-t-il indiqué. Elle ne doit pas être utilisée à des fins politiques. M. Waqa a souhaité que les agences internationales et régionales et les partenaires du développement engagent des ressources pour aider les pays à renforcer leurs institutions, remerciant l'Australie, Taiwan, la Russie et Cuba pour leur appui.

Par ailleurs, le Président a appelé le Conseil de sécurité à inscrire la question des changements climatiques à son ordre du jour, et le Secrétaire général à nommer un représentant spécial sur le climat et la sécurité. À cet égard, il a jugé cruciale la conclusion d'un accord juridiquement contraignant lors de la prochaine Conférence de Paris, assorti d'un mécanisme de financement

et de compensation. Il a espéré que les grandes puissances économiques accepteraient les changements nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

Le soixante-dixième anniversaire de l'ONU coïncide avec le soixante-dixième anniversaire du retour des habitants de Nauru chez eux, a-t-il poursuivi. Lors de l'occupation de leur pays pendant la Seconde Guerre mondiale, les habitants avaient été évacués par la force en Micronésie et la population était passée à moins de 1 500 personnes. « Nous étions menacés d'extinction », a conclu M. Waqa. « Les Nauruans savent très bien ce qui arrive à des petits pays vulnérables quand les grands pays n'arrivent pas à répondre à leurs problèmes de manière responsable ».

M. AGILA SALEH ESSA GWAIDER, Chef d'État par intérim de la Libye, a indiqué que son pays avait vu l'émergence de l'État islamique qui revendique le contrôle des villes de Derna et Syrte et cherche à assujettir toute la région. Il a rejeté l'idéologie des groupes terroristes qui se réclament de la « règle de l'Islam », et qui ne sont, à son avis, que les marionnettes de pays étrangers qui leur fournissent des armes et des munitions. Il s'est plaint que les efforts des autorités libyennes dans la lutte contre le terrorisme soient entravés par l'appui extérieur dont ces groupes bénéficient, ainsi que par l'embargo sur les armes imposé à son pays et les décisions contradictoires prises par le Conseil de sécurité à ce sujet.

Le Chef d'État par intérim a déploré que certains des membres permanents du Conseil de sécurité cherchent à le justifier en affirmant vouloir éviter les impacts négatifs sur le dialogue politique libyen. Or, a-t-il expliqué, l'accord auquel ils font référence a été rejeté par le Congrès national général représentant les milices qui occupent la capitale et qui sont liées à Al-Qaida/Ansar al-Charia. La menace du terrorisme de ce groupe et de l'État islamique ne se limite pas à la Libye, a-t-il dit, en invitant tous les États Membres à réaliser la gravité de la position du Conseil de sécurité. Rien ne divise le peuple libyen, a-t-il assuré, tout en déplorant qu'il soit l'otage de groupes armés.

Le dirigeant libyen a indiqué que la Chambre des représentants appuyait toujours le dialogue en vue de résoudre la crise sécuritaire et institutionnelle en Libye. Il a souhaité qu'on n'impose aucun accord au futur gouvernement sur les mesures à prendre en ce qui concerne les organisations terroristes inscrites sur la liste des sanctions, précisant que la guerre contre le terrorisme à Benghazi, Derna et Syrte ne devrait pas être incluse dans un accord de cessez-le-feu, sauf s'il est lié à la reddition des terroristes. La Chambre des représentants espère en outre recevoir un projet final d'accord qui ne récompense pas les auteurs de crimes et de destruction des propriétés de l'État, a-t-il précisé.

Le Chef d'État par intérim a ensuite abordé la crise migratoire en Méditerranée, en réaffirmant son soutien aux efforts internationaux visant à réduire les risques de migration illégale. Il a

assuré que son pays était déterminé à prévenir tout passage illégal de migrants et à sauver des vies en Méditerranée, tout en appelant à aborder cette crise humanitaire de manière globale, en s'attaquant aux causes profondes de ce phénomène. Il a demandé qu'il soit permis à son pays d'étendre son contrôle sur tout son territoire et à ses frontières, en l'aidant à renforcer ses capacités. Il a enfin exprimé son soutien à la cause palestinienne et espéré que le peuple syrien pourrait résoudre sa crise de manière pacifique, de même que celui du Yémen.

M. CHRISTOPHER J. LOEAK, Président des Îles Marshall, a constaté avec satisfaction que les changements climatiques étaient maintenant considérés par tous les grands dirigeants mondiaux comme une menace qui nécessite une réponse collective. Il a exhorté toutes les nations à respecter leur engagement en termes de réduction des émissions. Il a mis l'accent sur la fragilité des petits États insulaires face aux chocs externes, ajoutant que ces îles ne pouvaient faire face seules aux grands défis émergents. Il a remercié la Nouvelle-Zélande pour avoir organisé dans le cadre de sa présidence et du Conseil de sécurité une réunion spéciale sur les menaces auxquelles font face les petits États insulaires en développement, se félicitant que cette réunion ait permis de révéler des préoccupations souvent ignorées. Il a invité le Conseil de sécurité à aborder régulièrement les questions sécuritaires des petits États insulaires en développement.

Par ailleurs, le Président a annoncé l'établissement de relations diplomatiques avec Cuba, avant de soutenir la participation de Taiwan aux travaux des agences spécialisées de l'ONU, dont l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Organisation de l'aviation civile internationale. Le Président des Îles Marshall a appelé à préserver les ressources halieutiques du Pacifique en déclarant que le pillage de ces ressources à un rythme non durable menaçait l'avenir. Le Président a par ailleurs affirmé que son pays et les parties à l'Accord de Nauru restaient attachées aux avantages du système de contingentement des jours de pêche et de non-accès à certaines zones de haute mer comme condition sine qua non à toute autorisation de pêche.

M. IKILILOU DHOININE, Président des Comores, a souligné que l'Union des Comores est le seul pays au monde qui, lors de son accession à l'indépendance, n'a pas eu droit au respect du droit. En effet, a-t-il dit, contrairement à toutes les anciennes colonies, l'archipel des Comores composé des îles de Mayotte, Anjouan, Mohéli et Grande Comore, admis à l'ONU comme État indépendant, est amputé d'une partie de son territoire par l'ancienne Puissance coloniale, la France, au mépris de toutes les normes et principes qui régissent les relations internationales.

Contre la volonté du peuple comorien, la France a opposé son veto et continue à exercer son pouvoir sur notre territoire, a rappelé le Président, pour qui « aujourd'hui, face à ce qui se passe en Europe de l'Est, on se demande quel sens donne l'Union européenne au respect du droit international, en acceptant l'île comorienne de Mayotte comme région ultrapériphérique

européenne, au mépris des résolutions pertinentes de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes, de l'Organisation de la coopération islamique et du Mouvement des non-alignés?

Le Président a précisé que « lors des précédentes sessions, il avait informé l'Assemblée générale de l'ONU de la signature, avec le Président François Hollande, à Paris, d'une Déclaration politique permettant d'espérer qu'au niveau bilatéral, il serait possible de trouver une solution qui rende aux Comoriens leur dignité. « Malheureusement, à ce jour, la partie française refuse d'admettre que tous les Comoriens, quelle que soit l'île dont ils sont originaires, puissent circuler librement chez eux », a déploré le Président comorien, en lançant un appel aux autorités françaises « pour qu'ensemble, nous trouvions les moyens de mettre fin aux drames humains qui endeuillent chaque jour des familles comoriennes ».

M. TEODORO NGUEMA OBIANG MANGUE, Vice-Président de la Guinée équatoriale, a rappelé que l'ONU constitue la seule instance mondiale qui mérite la confiance de tous les États, puisqu'ils sont tous représentés sur la base de l'égalité. Il a toutefois relevé les faiblesses de cette institution en matière de prévention et d'élimination des conflits entre États, ainsi qu'en matière de développement. Il s'est notamment inquiété de la prolifération des conflits armés en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, ainsi que de l'instabilité que connaissent certains pays en développement et a souhaité que les États Membres se soumettent davantage aux normes du droit international, de la justice et du respect des droits de l'homme.

La Guinée équatoriale, a poursuivi M. Nguema Obiang Mangue, survit grâce à la prudence de son Gouvernement, à la disponibilité de son peuple et à la coopération solidaire des pays amis. Il a rappelé que son pays avait souffert de l'invasion de mercenaires et d'accusations infondées de violations des droits de l'homme. La Guinée équatoriale a réussi à progresser dans la poursuite des OMD, a-t-il indiqué, dans le cadre de son plan de développement à l'horizon 2020.

S'agissant de la réforme des Nations Unies, le Président a appuyé la position de l'Union africaine, fondée sur le consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, pour réclamer deux sièges de membres permanents et cinq de membres non permanents au Conseil de sécurité pour le continent africain. Enfin, sur la question des changements climatiques, il a souhaité que la Conférence de Paris sur le climat accorde toute l'attention voulue à l'Amazonie qui constitue les poumons du monde en termes de conservation de la biodiversité.

M. MIROSLAV CERAR, Premier Ministre de la Slovénie, a rappelé que 10 ans auparavant, les dirigeants du monde s'étaient retrouvés à New York afin d'établir le Conseil des droits de l'homme et la Commission de consolidation de la paix. Il a affirmé qu'à cette occasion, la communauté internationale avait également pris l'engagement de réformer le Conseil de sécurité des Nations Unies et de revitaliser l'Assemblée générale. Aujourd'hui, a-t-il poursuivi, les

Nations Unies doivent continuer de s'adapter à de nouveaux défis, notamment les changements climatiques, souhaitant à ce propos que la COP21 de Paris, en décembre prochain, puisse adopter un accord ambitieux, durable et juridiquement contraignant sur le climat.

Le Premier Ministre a relevé que la Slovénie était engagée dans la protection de l'environnement, se félicitant des activités apicoles menées dans le pays, et plaidant pour que des solutions soient trouvées aux nombreux dangers qui entourent les abeilles. Il a aussi souligné l'importance du rôle des abeilles dans la production durable de nourriture et pour la biodiversité. Nous proposons l'établissement d'une journée mondiale des abeilles, a déclaré M. Cerar, qui a appelé les Nations Unies à soutenir cette initiative.

Il a par ailleurs annoncé que la Slovénie accordait une grande importance au respect des droits de l'homme, et que son pays était candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2016-2018. Il a en outre plaidé pour un soutien appuyé à la Cour pénale internationale (CPI) « qui joue un rôle important pour l'établissement de l'état de droit ». Il a affirmé que son pays continuerait de plaider pour une CPI forte et indépendante et pour l'universalité du Statut de Rome ainsi que des amendements de Kampala y afférents. Il a aussi jugé important que la responsabilité première de poursuites judiciaires, en cas de crimes de portée internationale, soit du ressort de chaque État Membre.

Citant certains des conflits qui se déroulent dans le monde, le Premier Ministre a invité les membres permanents du Conseil de sécurité à transcender leurs désaccords, afin de trouver des solutions pour mettre fin à ces conflits, notamment par l'application des Accords de Minsk concernant le conflit en Ukraine. Il a par ailleurs plaidé en faveur des milliers de réfugiés qui fuient les conflits, estimant qu'il fallait augmenter l'aide qui leur est apportée dans les pays d'accueil et appliquer des mesures décisives dans les pays d'origine des migrants, notamment la mise en place de solutions politiques durables. Il a en outre salué l'accord sur le programme nucléaire iranien, appelant également pour l'entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes et à la création d'un monde exempt d'armes nucléaires.

M. MELTEK SATO KILMAN LIVTUVANU, Premier Ministre du Vanuatu, a réclamé un appui technologique aux pays comme le sien, notamment pour le développement de leurs outils statistiques, afin qu'ils puissent réaliser les objectifs de développement durable.

Pour un État insulaire comme le Vanuatu, la principale menace à affronter est le changement climatique et l'Agenda 2030, qui la reconnaît également, ne pourra être rempli qu'à la condition d'un accord solide à Paris en décembre; sinon, « il n'y aura pas de développement durable pour les petits États insulaires », a-t-il insisté, citant l'ouragan de catégorie 5 qui a frappé son pays en mars. Quelque 500 millions de dollars seront nécessaires pour redresser l'économie, a-t-il précisé.

Avec le Forum du Pacifique, a rappelé le Premier Ministre, le Vanuatu a réclamé la conclusion d'un accord contraignant qui limiterait la hausse des températures à 1,5°C au-dessus de leurs niveaux préindustriels et demandé une contribution financière de la part des pays développés, de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour financer les mesures d'atténuation et d'adaptation.

M. TUILAEPALUA LUPESOLIAI SAILELE MALIELEGAOI, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce du Samoa, a estimé que les changements climatiques représentaient le défi le plus grand de l'humanité. Ce problème ne concerne pas que les petits États insulaires en développement (PEID), même si, a-t-il relevé, ces phénomènes ont un plus grand impact dans ces pays du fait de leur faible capacité à y répondre rapidement et efficacement. Il a rappelé que les PEID ont toujours plaidé pour la mise en place de mesures d'atténuation ambitieuses de la part de pays qui en ont les capacités, et pour l'établissement d'un objectif mondial d'augmentation du niveau de la température terrestre de 1,5°C au maximum, afin d'empêcher que des îles qui sont en basse altitude ne soient submergées.

Le Premier Ministre a en outre appelé à la mise en place d'un « mécanisme d'indemnisation » qui pourrait être consacré à la COP21 de Paris, en décembre, et qui serait complètement différent des mesures d'adaptation aux changements climatiques. Il a également invité les représentants des PEID, siégeant au Conseil d'administration du Fonds vert pour le climat, de s'assurer que l'esprit et la lettre des normes de gouvernance du Fonds sont appliqués, notamment en ce qui concerne les sujets concernant directement les PEID. Rappelant que certains pays développés font aussi face à des effets néfastes des changements climatiques, sous la forme de cyclones, de feu de brousse ou d'inondations, M. Malielegaoi a émis le vœu que cette réalité contribue à faire modifier les relations entre ces pays et les PEID, du stade de donateur à bénéficiaire ou de donateur à victime, à celui de partenaire à partenaire.

Le Premier Ministre a par ailleurs rappelé que le temps pressait, et que l'accord de Paris qui découlerait de la COP21 devrait mettre l'accent sur des actions nationales audacieuses et la prise en compte des besoins de tous les acteurs. Il a affirmé que le Samoa serait partie prenante des solutions, invitant en outre les dirigeants du monde à s'engager dans la lutte contre les changements climatiques, en tant que « gardiens de l'environnement mondial », et « par devoir pour nos enfants et les générations futures ».

M. HAIDER AL ABADI, Premier Ministre d'Iraq, a fait valoir que son pays, dans des conditions difficiles, avait engagé de nombreuses réformes sur la voie de la démocratie et du développement avec le soutien des Nations Unies et de la communauté internationale.

L'Iraq est déterminé à poursuivre sur cette voie, sans négliger pour autant son « rôle important » dans les opérations sécuritaires et militaires qui doivent être conduites contre Daech, a-t-il

assuré. « Je dois ici rendre hommage, au nom du peuple iraquien, aux efforts de la coalition internationale et aux pays amis qui nous ont apporté leur soutien dans cette guerre » ainsi qu'à ceux qui ont accueilli et sont venus en aide aux personnes déplacées, a-t-il poursuivi.

M. al Abadi a salué l'adoption de la déclaration en faveur du développement durable en estimant qu'il ne s'agissait pas seulement d'atteindre un meilleur niveau de développement, « mais aussi de s'assurer de le conserver, en promouvant un environnement plus sûr, en protégeant les droits des futures générations et en répandant la paix et la sécurité ».

M. VALERIU STRELET, Premier Ministre de la République de Moldova, a affirmé que son pays appuyait les initiatives et les actions des Nations Unies et des États Membres en vue de lutter contre les effets des changements climatiques à travers des mesures ambitieuses destinées à promouvoir une énergie propre aux niveaux national et international. Il a indiqué que son pays était en mesure de ratifier la Stratégie de développement à faible intensité de carbone et, pendant la Conférence de Paris des États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, d'appuyer les mécanismes de l'Union européenne en vue d'atteindre ces objectifs.

Le Premier Ministre a ajouté que le premier anniversaire de l'Accord d'association avec l'Union européenne était l'occasion d'affirmer que les progrès réalisés dans plusieurs domaines confirmaient une fois de plus la pertinence du choix fait par la République de Moldova d'intégrer l'Europe.

M. Strelet s'est également attardé sur le conflit en Ukraine, en affirmant que l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie constituait une violation flagrante du droit international, tandis que l'éclatement du conflit armé dans les régions de l'est de l'Ukraine défilait directement la paix et la sécurité internationales. Il a souligné que son pays plaidait pour un règlement pacifique du conflit dans le Donbass, conformément aux Accords de Minsk et dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. M. Strelet a en outre réaffirmé la position de son pays en faveur d'un retrait des forces militaires russes de son territoire.

Le Premier Ministre a, par ailleurs, défendu une réforme de toutes les structures des Nations Unies, y compris de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social (ECOSOC) et du Conseil de sécurité. Il a ainsi réitéré la position de son pays pour l'octroi d'un siège de membre non permanent au sein d'un Conseil de sécurité réformé à un pays du Groupe des États d'Europe orientale, ainsi que pour une rotation régionale équitable dans l'élection du Secrétaire général de l'ONU en portant à la tête de l'Organisation, pour la première fois, un représentant d'un pays d'Europe orientale.

Le Roi du Maroc MOHAMMED VI, dans un discours lu par le Prince MOULAY RACHID, a dit espérer que les objectifs de développement durable contribueraient à mettre au point un programme ambitieux susceptible de changer la donne à tous les niveaux, sur les plans national, régional et international. La coopération internationale, a-t-il dit, doit être en phase avec la nouvelle réalité internationale. Elle doit s'affranchir de l'héritage du passé, des calculs géopolitiques et des conditions rédhibitoires attachées à l'obtention d'un soutien.

L'Afrique, a-t-il estimé, doit être au cœur de la coopération internationale pour le développement afin d'aider le continent à s'affranchir de son passé colonial et à libérer ses énergies. Le Maroc, a-t-il ajouté, lance un appel à l'ONU et aux institutions financières internationales pour qu'elles élaborent un plan d'action pour la transformation économique en Afrique et fournir des ressources pérennes pour son financement.

Le Maroc appelle également à ce que la paix et la stabilité soient placées en tête des priorités pour prévenir les conflits, faire face à l'extrémisme et au terrorisme et régler la problématique migratoire. Ceci devrait se faire suivant une approche qui tienne compte de la dignité des immigrés et de la préservation de leurs droits fondamentaux, et qui s'attaque aux causes profondes de ce phénomène.

Selon le Maroc, ce sont ces mêmes principes et ces mêmes valeurs qui doivent régir l'action de la communauté internationale pour régler les conflits régionaux. Le Maroc, a-t-il affirmé, refusera toute aventure irresponsable concernant le différend régional autour du Sahara marocain. En conclusion, le Roi a exprimé son espoir de voir l'ONU poursuivre ses efforts pour régler les différends par des voies pacifiques, et à maintenir son engagement à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États comme moyen de réaliser la paix, la sécurité et la stabilité internationales.

M. LIONEL ZINSOU, Premier Ministre du Bénin, s'est félicité des dispositions pertinentes du Plan d'action d'Addis-Abeba en ce qu'elles offrent de nouvelles possibilités de coopération dans la lutte contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites. La lutte contre la corruption, à travers une entraide judiciaire coordonnée, permettra de juguler les effets néfastes sur la croissance économique et les investissements. Le Gouvernement béninois déploie à cet égard d'intenses efforts pour éradiquer le phénomène de la corruption, a-t-il expliqué, citant en particulier la création de l'Autorité nationale de lutte contre la corruption.

Le Bénin, a-t-il poursuivi, milite fortement en faveur de mesures politiques, économiques, juridiques et diplomatiques propres à prévenir et à éradiquer le fléau du terrorisme. Il a indiqué que son pays entendait prendre une part active à la mobilisation régionale, aux côtés du Nigéria, du Niger, du Cameroun et du Tchad pour mettre un terme aux actes de violence meurtrière que

constituent les enlèvements de masse, les assassinats, les attaques-suicide et les mariages forcés.

Par ailleurs, a-t-il dit, le Bénin exhorte à approfondir l'institutionnalisation des relations entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans une optique de consolidation du système de sécurité collective établi par la Charte des Nations Unies.

Pour M. GILLES TONELLI, Conseiller de Gouvernement pour les relations extérieures et la coopération de la Principauté de Monaco, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté un accord historique avec le programme de développement durable dont les objectifs visent à éliminer la pauvreté et à rendre à chaque individu sa dignité, afin que tous puissent jouir de leurs droits et libertés fondamentales. Le XXI^e siècle doit concilier les attentes des peuples pour une justice sociale plus grande, une prospérité partagée et un environnement sain et respectueux des générations futures, a-t-il souligné.

Dénonçant le drame qui perdure en Syrie et les méthodes « barbares » des extrémistes qui se propagent en Afrique de l'Ouest et au Moyen-Orient, il a également condamné la destruction du patrimoine humain commun, tels les temples de Palmyre. Par conséquent, Monaco soutient l'initiative du Secrétaire général, « les droits de l'homme avant tout », ainsi que son plan d'action relatif à la prévention contre l'extrémisme violent. À cet égard, la Principauté met en œuvre les décisions du Conseil de sécurité sur le gel de fonds et les sanctions économiques appliquées aux personnes affiliées à des réseaux terroristes et renforce également un arsenal législatif dans le domaine de la sécurité intérieure et la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant d'activités illicites, a souligné M. Tonelli. Il a également plaidé en faveur d'une réponse multilatérale coordonnée aux flux migratoires de ces derniers mois en Europe et estimé que le Plan de l'Union européenne y apportait une réponse. Le fondement de cette action collective doit être le principe de la responsabilité de protéger, a-t-il affirmé.

Saluant également l'initiative « courageuse » de la France qui appelle à la suspension volontaire et collective par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité du veto en cas d'atrocités de masse, il a exprimé la reconnaissance de la Principauté à ceux qui promeuvent ces mesures concrètes et éthiques « pour renforcer l'efficacité du Conseil de sécurité » ainsi que le « Code de conduite » proposé par le Groupe ACT (Groupe Responsabilité, cohérence et transparence).

M. Tonelli a également appelé la communauté internationale à définir un nouveau cadre de déploiement humanitaire à même de répondre aux besoins croissants et complexes qui se multiplient, et d'en assurer le financement prévisible, tout en complétant l'opération par un effort de planification de développement à long terme.

S'agissant de la question des changements climatiques, Monaco attend la conclusion en décembre à Paris d'un accord ambitieux, universel et contraignant qui soit en mesure d'impulser la transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en carbone. Pour sa part, M. Tonelli a rappelé que le Prince Albert II avait engagé la Principauté à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 50% à l'horizon 2030 par rapport à 1990.

M. ELMAR MAMMADYAROV, Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, a affirmé que son pays, au cours des dernières années, avait accompli des résultats impressionnants sur de nombreux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en particulier dans l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, de l'accès universel à l'éducation primaire et dans la promotion de l'égalité entre les sexes.

L'Azerbaïdjan adapte sa stratégie nationale de développement durable en intégrant les objectifs de développement durable contenus dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, a indiqué le Ministre, soulignant les efforts entrepris par son pays dans les domaines des infrastructures énergétiques, des transports et des technologies de l'information et des communications.

M. Mammadyarov a déclaré, qu'hier, le Président de l'Arménie avait fait devant l'Assemblée générale une intervention marquée par des falsifications et de mensonges. Il a affirmé que la communauté internationale se souvenait des massacres brutaux commis par les troupes arméniennes contre des civils azerbaïdjanais, ainsi que de la dictature militaire en Arménie qui a conduit à assassiner toute l'élite politique du pays et à tuer des manifestants pacifiques.

Le Ministre a indiqué que l'Azerbaïdjan rejetait catégoriquement la déclaration fallacieuse prononcée le 26 septembre par le Président arménien où il fait référence à la région azerbaïdjanaise occupée du Nagorno-Karabakh comme étant partie de l'Arménie. Il est essentiel, a-t-il poursuivi, que les Forces armées arméniennes se retirent sans délai de ces territoires. La région du Nagorno-Karabakh a toujours été et restera une partie inaliénable de l'Azerbaïdjan, a-t-il affirmé. Le plus tôt l'Arménie se conformera à cette réalité, le plus tôt le conflit sera résolu, alors que les pays et les peuples de la région pourront bénéficier des perspectives de coopération et de développement économique, a souligné M. Mammadyarov.

M. JOSÉ MANUEL GARCÍA MARGALLO, Ministre des affaires étrangères et de la coopération d'Espagne, a affirmé que l'ONU était une organisation forte, en faisant valoir la normalisation progressive des accords entre les États-Unis et l'Iran et entre les États-Unis et Cuba. Il a en outre souhaité que le processus de décolonisation de Gibraltar s'accélère, appelant la partie britannique à faire preuve de bonne foi et d'ouverture face aux propositions de la partie espagnole.

Le Ministre a aussi souhaité que la COP21 de Paris, prévue en décembre prochain, permette de trouver des solutions concrètes pour faire face aux changements climatiques qui affectent le monde entier. Il s'est félicité de la contribution de l'Espagne au Fonds mondial pour le développement durable. Il a par ailleurs souligné que le XXI^e siècle serait celui de la femme, annonçant également une allocation financière conséquente de son gouvernement pour un Fonds national pour l'égalité des chances.

M. Margallo a ensuite rappelé que le terrorisme est l'un des fléaux majeurs de notre époque, notant que son pays en a durement souffert, notamment le 11 mars 2004 lorsque 190 personnes ont perdu la vie à Madrid en raison d'un attentat terroriste. Il a également déploré les actions néfastes de Daech, appelant la communauté internationale à faire front commun contre ce groupe terroriste. Il a annoncé que la Roumanie et l'Espagne militaient pour la création d'une « Cour pénale internationale contre le terrorisme », indiquant qu'il s'agirait d'un mécanisme international pour lutter contre le terrorisme en complément du travail de la Cour pénale internationale (CPI).

Le Ministre a, par la suite, prôné la mise en place d'un « pacte global » sur les migrations, placé sous l'égide des Nations Unies, et bénéficiant de la participation la plus large possible des pays d'origine, de transit et de destination des migrants. Il a également plaidé pour une politique d'asile et d'intégration claire des réfugiés, en tenant compte de la dignité des migrants. Il a noté que de nombreux migrants fuyaient les conflits, notamment en Syrie, où il a appelé à une réponse humanitaire urgente de la communauté internationale et à un soutien au processus politique engagé par l'Envoyé spécial des Nations Unies et de la Ligue des États arabes. S'agissant de la Libye, il s'est prononcé contre une partition du pays qui serait à son avis une solution inimaginable, notamment avec « le risque de voir le drapeau noir de Daech flotter à quelques kilomètres des côtes européennes ». Parlant de la crise en Ukraine, il a souhaité que les Accords de Minsk soient respectés afin que cesse « ce conflit d'un autre âge.

M. SAMUEL RANGBA, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et de la Francophonie de la République centrafricaine, a relevé qu'en 18 mois de transition, des progrès considérables ont été réalisés. Au plan politique il a noté qu'après la signature des Accords de cessation des hostilités à Brazzaville le 23 juillet 2014, des consultations populaires, organisées dans tout le pays, ont abouti à la tenue du Forum national de mai 2015, regroupant toutes les forces vives de la nation, y compris les groupes armés. Il a indiqué que le processus électoral se déroule normalement et que le Gouvernement centrafricain s'est engagé à organiser les élections, conformément au chronogramme établi par l'Autorité nationale des Élections (A.N.E) qui a fixé les échéances à la fin du mois de décembre 2015. « Ce processus est irréversible et la population centrafricaine est déterminée à aller aux urnes pour choisir démocratiquement ses dirigeants », a-t-il affirmé.

Sur le plan sécuritaire, M. Rangba a noté que depuis le déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), le 15 septembre 2014, jusqu'aux derniers évènements survenus en fin de semaine dernière, la situation se normalisait progressivement sur toute l'étendue du territoire national, et la capitale Bangui commençait à reprendre ses activités économiques. Toutefois, a-t-il déploré, la situation humanitaire est redevenue alarmante: depuis « cette date fatidique du 25 septembre 2015, le nombre de déplacés à Bangui se situe à 30 000 personnes, alors que le nombre de réfugiés est passé de plus d'un million de personnes en 2014 à environ 460 000 de nos jours.

Il a regretté qu'au moment où il aurait été possible d'annoncer aux Nations Unies les résultats encourageants du processus de la Transition, « les ennemis de la paix ont, une fois de plus, porté un coup dur au processus ». Il a fait valoir que cette situation démontrait que la paix et la réconciliation restaient fragiles et exigeaient des actions plus vigoureuses et soutenues pour éviter que la RCA ne retombe dans un nouveau cycle de violence généralisée qui risque de remettre en cause tous les acquis de la transition.

Au vu de la situation sécuritaire qui prévaut dans le pays, M. Rangba a demandé au Conseil de sécurité de « renforcer le mandat de la MINUSCA afin de mieux combattre les ennemis de la paix et redonner espoir au peuple centrafricain meurtri ». Il a également demandé au Conseil « d'envisager l'allègement du régime de sanction à l'égard de l'État centrafricain, notamment en ce qui concerne la formation et l'équipement des forces de défense et de sécurité dans le cadre de la coopération bilatérale ». Il a, dans ce contexte, estimé comme prioritaire l'accélération du processus de la réforme du secteur de la sécurité, du pré-DDR (désarmement, démobilisation et réintégration) et du DDR, afin de « reconstituer une armée républicaine, multiethnique et représentative de toutes les régions du pays et capables d'appuyer les actions des forces internationales ».

Le Ministre a par ailleurs rappelé qu'en plus des groupes armés qui massacrent impunément la population civile, le pays fait aussi face, depuis plus d'une décennie, à l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony qui sème la désolation dans le sud-est du pays. Il a indiqué que la porosité des frontières de la Centrafrique fait du pays un sanctuaire potentiel, sinon probable, du terrorisme, notamment de Boko Haram. « C'est pourquoi le rétablissement de la sécurité et la restauration de l'autorité de l'État sur tout le territoire national constitue la priorité des priorités », a dit M. Rangba.

Il a en outre relevé que la Centrafrique, qui fait partie du bassin du Congo, participait ainsi à travers ses forêts à la préservation de l'équilibre écologique mondial. Il a appelé à plus de soutien de la part de la communauté internationale pour aider le pays à mieux s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques et plaidé pour une réforme du Conseil de sécurité pour le rendre plus représentatif des différents continents et plus accessible aux pays du Sud.

Le représentant de l'Inde a pris la parole pour déplorer le fait que le Pakistan ait dépeint, la veille, une situation qui n'est pas vraie, soulignant que les territoires occupés dont a parlé le Pakistan sont occupés par cet État et non pas par l'Inde. Il a également noté que les échanges de coups de feu entre les deux camps, sur la ligne de démarcation, ont éclaté du fait de la tentative de passage de terroristes venant du camp opposé.

Le représentant de l'Arménie a pour sa part réagi aux propos de son homologue de l'Azerbaïdjan en les qualifiant de « déjà vu », que les faits historiques laissent pourtant voir que c'est son pays qui avait été attaqué. Il a invité les autorités de l'Azerbaïdjan à être ouvertes aux négociations et à ne pas agiter le spectre de la guerre.

Le représentant de l'Azerbaïdjan a affirmé que le représentant de l'Arménie racontait des contes de fées, estimant que qui ne respecte pas les droits de ses citoyens et ne pourrait pas se permettre de parler de droits de l'homme. Il a rappelé que son pays a demandé depuis longtemps des enquêtes sur tous les crimes de la région.

Le représentant de l'Arménie a souhaité que l'ONU prenne des mesures pour que des pays tiers cessent d'interrompre des réunions afin de porter des accusations fallacieuses à l'encontre de dirigeants d'autres pays. Il a affirmé que certaines régions qui étaient peuplées d'Arméniens en sont dépourvues de nos jours, notamment après le conflit du Haut-Karabagh.

Le représentant de l'Azerbaïdjan a fait valoir que les propos du représentant arménien n'étaient pas fondés.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.